

SEMAINE TERMINÉE LE 16 JANVIER 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

Enfiler un chandail sur une pieuvre – paradoxes et paradigmes de l'emploi

« Face aux tensions entre nos objectifs en matière d'emploi et ceux concernant l'inflation, aucune orientation de la politique n'est exempte de risque. »

– Jerome Powell

Le fil conducteur : Pendant une bonne partie de 2025, la santé du marché du travail a préoccupé les commentateurs, les décideurs, les observateurs de la Réserve fédérale et les personnes qui recherchent un emploi. Les progrès technologiques et les importants changements de politiques ont incité les entreprises à ralentir l'embauche. Parallèlement, l'analyse des données sur l'emploi a été compliquée par le remaniement de la direction des organismes responsables de la production de données clés (ainsi que par les révisions substantielles apportées aux chiffres précédents et l'absence complète de plusieurs relevés essentiels). Nous examinons certains de ces facteurs et présentons de nouvelles idées pour peaufiner les perspectives sur l'emploi, l'indicateur le plus important de la santé économique d'un pays.

L'emploi, ça compte

La consommation est au cœur de l'activité économique : elle génère plus de la moitié du PIB canadien et les deux tiers du PIB américain. La consommation va bon train lorsque les gens ont un emploi et qu'ils sont convaincus de pouvoir le conserver. Comme la consommation des ménages fait partie intégrante de l'expansion économique globale d'un pays, les investisseurs et les décideurs surveillent de près plusieurs indicateurs pour avoir une idée de la santé et l'orientation du marché du travail.

Aux États-Unis, c'est un peu plus compliqué : contrairement à d'autres banques centrales, dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix, la Réserve fédérale a reçu du Congrès le mandat additionnel de maintenir la stabilité de l'emploi. Ce double mandat fait de la Réserve fédérale un organisme de surveillance dont chaque commentaire est disséqué par les investisseurs, en quête d'indices sur les prochaines décisions susceptibles de revigorer un marché du travail anémique ou de tempérer ceux en proie à une surchauffe (et d'avoir une incidence sur d'autres activités économiques).

Données paradoxales

La santé des marchés du travail est mesurée par de nombreuses séries de données clés :

- le nombre total de personnes occupant un emploi (et ses variations par rapport aux périodes précédentes), à la fois en chiffre absolu et en pourcentage de la population en âge de travailler;
- le nombre de personnes qui recherchent activement un emploi;
- le nombre de personnes qui aimeraient augmenter leurs heures de travail;
- le salaire horaire moyen;

- les offres d'emploi;
- les mises à pied et le nombre de demandes d'assurance-chômage hebdomadaires.

Les données proviennent de diverses sources publiques (Bureau of Labor Statistics, Statistique Canada) et privées (rapport national sur l'emploi d'ADP, rapport sur l'emploi de Challenger, Grey & Christmas). Chaque série de données est élaborée selon une méthode qui lui est propre. Certaines se fondent sur des sondages auprès des ménages ou des entreprises, d'autres, sur des déclarations réelles (demandes d'assurance-chômage enregistrées par les États ou les provinces) ou des activités (affichages de postes d'Indeed).

La multitude de sources et les différentes façons dont les données sont recueillies, calculées et suivies peuvent donner lieu à des signaux déroutants ou contradictoires. La situation s'est aggravée en 2025, en raison de la paralysie du gouvernement américain qui a duré 43 jours (retardant ou empêchant de façon permanente la collecte de plusieurs mois de données clés) et des compressions du personnel que le département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) a recommandées au BLS et à d'autres organismes de collecte de données et de statistique. Les changements apportés aux politiques dans des domaines clés, comme le commerce et l'immigration, la réorientation des priorités au détriment de certains secteurs (énergie verte, VE) et en faveur d'autres secteurs (mines, combustibles fossiles), et l'innovation technologique (constructions de centres de données, déploiement de la robotique), n'ont fait qu'accroître les défis entravant l'analyse. Les revirements aux États-Unis ont également eu des répercussions sur diverses séries de données au Canada, étant donné que le fédéral et les provinces ont réagi rapidement pour absorber le choc et s'y adapter. Dans l'ensemble, **avoir une idée précise de la situation de l'emploi en 2025 a semblé aussi difficile que d'essayer de mettre un chandail à une pieuvre.**

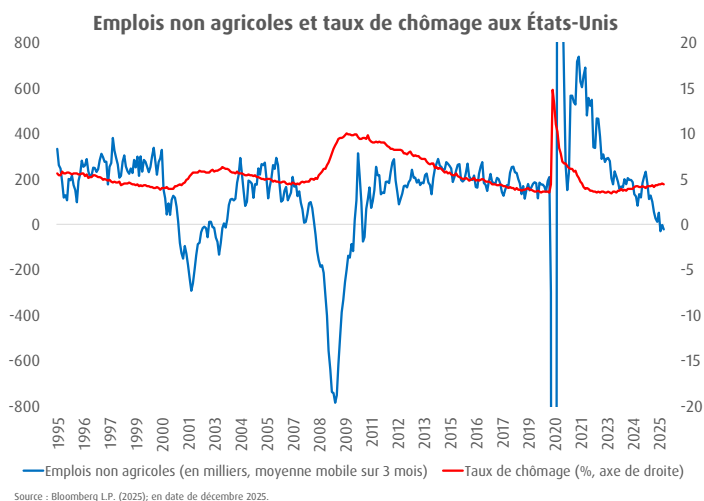
Rythme annualisé de 2025 : progression faible

À première vue, les mesures traditionnelles de la croissance de l'emploi aux États-Unis en 2025 ont fait état d'une croissance anémique : le nombre de postes créés a été le plus bas depuis 2003 pour une année sans récession. Dans l'ensemble, un peu plus d'un demi-million d'emplois ont été créés au cours de l'année, comparativement à plus de deux millions en 2024 (mais les compressions du DOGE, qui représentent plus de 300 000 postes, ont contribué au déclin)ⁱ.

D'autres indicateurs semblent signaler des tensions. Par exemple, le nombre de travailleurs à temps partiel à la recherche d'un emploi à temps plein a augmenté de près d'un million sur 12 mois (pour un total de 5,3 millions de personnes en quête d'un emploi), tandis que le nombre de chômeurs de longue durée (sans emploi depuis six mois ou plus) a augmenté de près de 400 000 ans sur 12 moisⁱⁱ.

Les soins de santé et les bars et restaurants figurent parmi les secteurs qui ont le plus créé d'emplois. Parmi ceux qui ont supprimé des postes, mentionnons les secteurs de la fabrication, du transport et de l'entreposage, des services professionnels et, bien entendu, le gouvernement fédéral.

Au Canada aussi, les données ont été confuses, comme l'a expliqué



l'équipe Études économiques de BMO : la dernière Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), menée auprès des employeurs, a signalé une hausse de la rémunération de 0,4 % sur 12 mois, alors que l'Enquête sur la population active (EPA), menée auprès des ménages, a fait état d'une hausse plus forte de 1,4 %. Les données ont également mis en évidence de grandes différences dans l'embauche au sein des secteurs clésⁱⁱⁱ.

Nouveaux paradigmes

Lorsqu'on tente d'expliquer la situation, on pointe souvent le déploiement de l'IA du doigt. Selon nous, d'autres facteurs sont à l'œuvre, y compris les va-et-vient de la politique sur le commerce et les tarifs douaniers, les changements apportés aux règlements sur les VE, le déploiement de la robotique et la répression de l'immigration. La menace des tarifs douaniers, par exemple, a provoqué une importante accumulation de stocks et une vague d'achats anticipés (qui ont temporairement stimulé le secteur du transport et de l'entreposage), mais la situation s'est soudainement inversée lorsque les tarifs ont été repoussés. De même, l'activité manufacturière – en particulier l'agrandissement d'usines ou le lancement de nouvelles gammes – a naturellement été modérée. Ce ralentissement s'est produit malgré le soutien à la recherche et au développement, et au financement des activités de construction prévu dans le projet de loi fiscal de l'été dernier. Ce

n'est que vers la fin de l'année que des accords commerciaux plus concrets, une réglementation réduite, des options d'obtention de permis plus rapides et d'autres nouveautés utiles ont vu le jour.

Il ne fait aucun doute qu'un certain nombre de facteurs relatifs au travail (et à la vie) ont changé depuis le début de la décennie. Une nouvelle génération (la génération Z, née entre 1997 et 2012) représente une part grandissante de la population active, tandis que des millions de baby-boomers prennent leur retraite. Les entreprises repensent leurs effectifs (taille et utilisation) en réponse à l'évolution rapide des technologies, y compris l'IA, le numérique, le stockage et l'informatique en nuage, la robotique, les véhicules et le matériel lourd autonomes, et la fabrication hautement automatisée. La refonte des politiques réalisée par le nouveau gouvernement entraîne le délaissement rapide de certains secteurs (fonction publique, énergie verte) et une augmentation de l'intérêt et de l'emploi ailleurs (mines, défense, marchés financiers).

Le secteur de l'automobile nous donne une analogie de ce qui se passe. Un constructeur automobile peut suspendre l'activité d'une chaîne de montage afin de l'adapter à un nouveau modèle. De même, **notre système mondial en est aux premiers stades de la restructuration nécessaire pour répondre à la demande en matière de politique, de défense, de commerce, de fabrication et d'emplacement. Cela pourrait changer notre façon de voir les emplois, en ce qui concerne leur nature et leur quantité, ainsi que notre façon de mesurer l'activité et la réussite.** Par exemple :

Une croissance sans création d'emplois pourrait bien être la nouvelle norme. Compte tenu de l'offre restreinte et de la demande réduite, la création d'emplois pourrait rester atone, étant donné que la technologie contribue à exploiter le potentiel de production. C'est notamment le cas des tâches fondées sur de nombreux processus ou répétitives que la technologie peut accomplir. C'est la définition classique d'une augmentation de la productivité. On peut déceler des signes de cette tendance dans les derniers rapports sur la productivité aux États-Unis, qui ont surpris tout le monde en montrant des gains de près de 5 %.



L'IA et le paradoxe de Jevons – Beaucoup craignent que l'IA prenne la place de millions de travailleurs. Tout au long de l'histoire, de telles inquiétudes ont été monnaie courante : la population redoute la disparition des anciennes catégories d'emplois et omet de prendre en considération de toutes nouvelles carrières qui n'ont pas encore vu le jour ou qui ne sont pas encore répandues. Par exemple, la chasse à la baleine a cédé sa place aux secteurs de l'exploitation minière et de la production de charbon et de pétrole. La production de roues de chariot a été remplacée par les chaînes

de montage des usines automobiles de Detroit. Il y a à peine une décennie, les métiers d'influenceur, de rédacteur et de scientifique ou ingénieur en IA étaient peu connus ou inexistant.

Le paradoxe de Jevons suggère que plus une technologie devient abordable, plus la création de cas d'utilisation augmente (ainsi que le nombre de personnes nécessaires pour orienter, créer et mettre au point ces cas d'utilisation). Cette semaine, Lilly et Nvidia ont annoncé un partenariat pour accélérer les découvertes scientifiques. L'IA permet de réduire la part du travail effectué en laboratoire par rapport à celle effectuée sur un ordinateur. Cela contribue également à un essor de la science (et facilite aussi, théoriquement, la mise au point plus rapide de médicaments).

Les nouveaux environnements ont besoin de compétences

nouvelles ou améliorées – Nous soupçonnons qu'au moins une partie de l'affaiblissement des statistiques sur la main-d'œuvre observé en 2025 découle d'une pause dont les entreprises avaient besoin pour s'adapter à l'évolution rapide des politiques et du progrès technologique (et pour revoir leurs modèles et scénarios). Cependant, les entreprises ne peuvent pas rester les bras croisés, surtout les sociétés ouvertes, qui doivent rendre des comptes à leurs actionnaires, à leurs clients, aux conseils d'administration et aux employés. Les employés qui s'adaptent au rythme et à l'orientation du changement devraient pouvoir tirer leur épingle du jeu. De nombreux hauts dirigeants savent qu'il faut redéfinir et soutenir les emplois de premier échelon afin de constituer un bassin de leaders prêts à assurer l'avenir des entreprises. *Les employés de tout âge qui apprennent à utiliser et à appliquer la technologie comme s'il s'agissait d'un partenaire et non d'une menace sortiront gagnants.*

Un changement de politique est nécessaire – Cela dit, il incombe également aux entreprises de créer des occasions et des cheminements pour restructurer et recycler leur main-d'œuvre. Ne serait-il pas rafraîchissant que les chefs d'entreprise, ainsi que les administrateurs du gouvernement fédéral, des États et des municipalités, réfléchissent à la création d'un cadre qui contribue à accélérer et à systématiser cette transition? Nous parlons d'écoles de technologie, de programmes d'apprentissage et d'entrepreneuriat.

Répercussions pour les investisseurs

Au cours des dernières années, les marchés boursiers et obligataires ont fréquemment montré qu'ils prêtaient attention aux données sur l'emploi. Aux États-Unis, le rapport sur les emplois non agricoles (habituellement publié le premier vendredi de chaque mois) est un indicateur surveillé de près qui peut influencer sur les marchés à court terme. Certains secteurs en sont arrivés au point où ils bénéficieraient du déploiement de nouvelles technologies et du recyclage des travailleurs, comme ceux de la fabrication, de la distribution, de la logistique, de l'audiovisuel, des services de communications, de la technologie, des finances et des soins de santé. Un emploi rémunérateur est certes essentiel, mais les chiffres utilisés pour l'évaluer sont peut-être en train de changer; la création d'emplois pourrait jouer un rôle moins important dans la croissance économique que lors des dernières années.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

L'indépendance de la Réserve fédérale américaine dans la ligne de mire (encore une fois) – À la fin de la semaine dernière, le département de la Justice a assigné à comparaître devant un grand jury le président de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed), Jerome Powell, pour son témoignage au Congrès concernant la rénovation du siège social de la Réserve fédérale à Washington, D.C. Le président de la Fed a réagi avec vigueur sur la place publique. Dans une déclaration écrite et une vidéo largement diffusée, M. Powell a déclaré que cette « mesure sans précédent » devrait être considérée comme une tentative d'exercer des pressions sur les dirigeants de la Fed pour les pousser à établir une politique de taux d'intérêt conforme aux volontés de l'exécutif, plutôt que de permettre à la Fed de faire son travail en fonction de son mandat visant la stabilité des prix et le plein emploi. Les agissements de l'administration ont suscité des critiques bipartites et ont ravivé le débat sur l'indépendance de la banque centrale. Selon *Axios*, le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a averti le président Donald Trump que les attaques contre le président de la Fed pourraient avoir un impact négatif sur les marchés financiers, ce qui renforce l'importance de la force stabilisatrice du rôle au sein de l'administration. Au Capitole, le sénateur républicain, Thom Tillis, a déclaré que l'enquête remettait en question l'indépendance et la crédibilité du département de la Justice. Le chef de la majorité au Sénat, John Thune, a souligné le fait que de cibler le président de la Fed pourrait compliquer les futures confirmations de la Fed, et de nombreux républicains ont exprimé un inconfort à l'égard de poursuites judiciaires contre M. Powell. Les anciens présidents de la Fed, Janet Yellen, Alan Greenspan et Ben Bernanke, ainsi que de nombreux économistes, ont signé une déclaration conjointe en faveur du président Powell. La combinaison d'une vaste résistance institutionnelle aux actions du gouvernement et du soutien visible du public a contribué à calmer les marchés pendant la séance de bourse de lundi. Bien qu'il ait initialement affirmé ne pas participer à la mise en accusation, le président Trump a réitéré son point de vue selon lequel M. Powell n'a pas fait du bon travail et est soit malhonnête ou incompetent. *Cela indique que la confrontation est loin d'être terminée et qu'elle pourrait rester un problème pour le marché.*

Au Canada, l'emploi augmente légèrement – L'emploi a augmenté légèrement de 8 200 en décembre, après une période de vigueur incroyable de trois mois (un gain mensuel moyen de 60 000 emplois). Fait important, le taux de chômage a en grande partie annulé l'impressionnant repli du mois précédent, augmentant de 0,3 % pour s'établir à 6,8 %, soit un peu au-dessus des niveaux d'il y a un an, ce qui, franchement, semble beaucoup mieux refléter la réalité. Les éléments du rapport étaient contrastés : la croissance de l'emploi a été alimentée par une forte progression de 50 200 postes à temps plein, malgré une baisse de 0,3 % des heures travaillées sur un mois et une légère baisse des emplois dans le secteur privé. Le ralentissement de la croissance de l'emploi en décembre ne sera probablement pas suffisant pour susciter l'intérêt de la Banque du Canada (BdC), mais devrait calmer les rumeurs de possibles hausses de taux plus tard en 2026. Cela soutient l'opinion du groupe Études économiques de BMO selon laquelle la banque centrale restera sur la touche cette année.

La balance commerciale du Canada s'est détériorée – En octobre, la balance commerciale a affiché un déficit de 0,6 milliard de dollars, en baisse par rapport à un excédent de 0,2 milliard de dollars en septembre. Les exportations ont augmenté de 2,1 %, même après avoir bondi de 6,7 % en septembre; les exportations d'or ont alimenté la hausse. Sans les

métaux précieux, les exportations ont reculé de 2,5 %. Les importations ont progressé de 3,4 %, une hausse généralisée alimentée par l'équipement électronique (+10,2 %) et la machinerie industrielle (+5,7 %), ce qui indique un certain raffermissement des investissements des entreprises. La légère détérioration de la balance commerciale était prévue et a été partiellement annulée par la vigueur persistante des exportations d'or. Les données témoignent certes d'une certaine diversification, mais les flux commerciaux continueront de subir des pressions, tandis que les tarifs douaniers et l'incertitude géopolitique demeurent élevés.

Les dirigeants du secteur pétrolier américain se réunissent à la Maison-Blanche – Vendredi dernier, le président Trump a organisé un sommet pour permettre aux dirigeants du secteur pétrolier de discuter du pétrole vénézuélien. Il a appelé les dirigeants réunis à investir collectivement plus de 100 milliards de dollars dans l'industrie pétrolière vétuste de ce pays. Les chefs de la direction se sont montrés particulièrement réticents à l'idée d'un retour rapide au pays. Certains s'inquiétaient notamment d'un manque de stabilité politique, juridique et sécuritaire, qu'il faudra du temps pour restaurer. Le secrétaire d'État Marco Rubio a présenté un processus en trois étapes pour gérer ces problèmes. Premièrement, élaborer avec le gouvernement actuel un cadre de coopération selon lequel chaque dollar des revenus du pétrole irait aux États-Unis et servirait à acheter des biens et services américains pour le Venezuela. Deuxièmement, revenir à une économie normale où les revenus profitent directement aux Vénézuéliens. Troisièmement, effectuer une transition vers un pays qui possède une économie solide et des relations amicales avec les États-Unis. Le chef de la direction d'Exxon, Darren Woods, a déclaré qu'il était impossible d'investir dans le Venezuela dans son état actuel. Le président Trump a rejeté ce pronostic et a indiqué qu'Exxon pourrait être exclue de toute occasion d'investissement au Venezuela. Chevron est la société pétrolière américaine la mieux positionnée au Venezuela, puisqu'elle est la seule société à y faire actuellement des affaires. Le chef de la direction Mike Wirth a indiqué que Chevron pourrait augmenter l'utilisation des actifs existants d'environ 100 % presque immédiatement, puis d'un autre 50 % au cours des 18 à 24 prochains mois. Halliburton, Shell et ENI ont été expulsées de la nation des Caraïbes en 2019 en raison des sanctions imposées par l'administration Trump. Elles croient maintenant que le remontage de certaines opérations pourrait se produire relativement rapidement si les conditions d'exploitation le permettent.

Le président Trump garde toujours le cap sur l'abordabilité – Au cours des derniers mois, les républicains au Congrès et les dirigeants de l'administration ont de plus en plus insisté sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour atténuer les pressions sur le coût de la vie. Au cours des deux dernières semaines, tout indique que M. Trump reconnaît de plus en plus l'importance de la question pour les électeurs. Vendredi dernier, les investisseurs du secteur financier ont été pris au dépourvu par une publication sur le réseau Truth Social, qui demandait aux sociétés émettrices de cartes de crédit d'établir un plafond de 10 % sur les taux d'intérêt avant la date limite du 20 janvier. Cette mise en œuvre pourrait s'avérer difficile en raison de l'absence d'un mécanisme juridique clair. Un tel plafond réduirait probablement l'accès au crédit, ce qui nuirait à la croissance économique. Au début de la semaine, M. Trump a déclaré qu'il voulait empêcher les grands investisseurs institutionnels d'acheter des maisons unifamiliales, en élaborant la politique comme un moyen d'améliorer l'abordabilité des logements

(même si les acheteurs institutionnels ne représentaient qu'environ 1,0 % des acheteurs de maisons en 2024). Le président a également demandé à la Federal Housing Finance Agency de procéder à des achats d'obligations hypothécaires émises par des organismes gouvernementaux d'une valeur de 200 milliards de dollars dans l'espoir de faire baisser les taux hypothécaires. Les républicains de la Chambre des représentants ont commencé à rédiger un deuxième cadre de réconciliation intitulé *Making the American Dream Affordable Again*, qui, selon le Republican Study Committee, est une « feuille de route audacieuse » pour gérer la crise de l'abordabilité, y compris les coûts du logement, les soins de santé et l'énergie. L'abordabilité est une préoccupation des électeurs depuis longtemps; le récent commentaire du président Trump suggère que l'administration se dirige vers une réponse politique plus active avant les élections de mi-mandat.

La semaine prochaine

La période de publication des résultats se poursuit – les banques de taille moyenne, les sociétés de consommation et d'autres sociétés divulguent leurs résultats du quatrième trimestre. Les données américaines les plus

importantes seront publiées vendredi dans le rapport très attendu sur les dépenses personnelles de consommation, la principale mesure de l'inflation de la Fed. Au Canada, les données influentes sur l'inflation et la confiance seront publiées. Les marchés seront également à l'affût d'une décision de la Cour suprême (due d'un jour à l'autre) sur la légalité des « tarifs réciproques » du président Trump appliqués dans le cadre de l'IEEPA.

Lundi 19 janvier – Jour férié de Martin Luther King Jr. aux États-Unis | Inflation, IPC, perspectives des entreprises de la BdC et sondage sur les attentes des consommateurs au Canada

Mardi 20 janvier – Rien de prévu

Mercredi 21 janvier – Dépenses de construction aux États-Unis | IPP et prix des matières premières au Canada

Jedi 22 janvier – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi et PIB aux États-Unis | Baromètre des entreprises de la FCEI et prix des logements neufs au Canada

Vendredi 23 janvier – DPC, confiance des consommateurs et indices des directeurs d'achats aux États-Unis | Ventes au détail au Canada

Fiche des données au 14 janvier 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 14 janvier 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	6 927	-0,6 %	1,2 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	23 472	-0,8 %	1,0 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	49 150	-0,7 %	2,3 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 564	0,6 %	6,1 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	32 916	0,9 %	3,9 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	10 966	1,4 %	3,4 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	808	1,9 %	5,4 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		0,2 %	0,3 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,2 %	0,2 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,3 %	0,4 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,1 %	0,5 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,1 %	0,8 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,2 %	0,5 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		0,2 %	0,5 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		0,2 %	0,5 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	14 janvier 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,13 %	4,17 %	4,17 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,36 %	3,43 %	3,43 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,34 %	4,48 %	4,48 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	2,81 %	2,85 %	2,85 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,18 %	2,06 %	2,06 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 14 janvier 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	99,06	-0,1 %	0,7 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,72 \$	0,2 %	-1,1 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	97 557,56 \$	7,9 %	11,3 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 626,58 \$	2,6 %	7,1 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	62,02 \$	4,9 %	8,0 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

¹ A Cornucopia of U.S. Labour Market Metrics

² BLS Employment Situation, déc. 2025

³ Statistiques sur le travail, What's Ahead for Canada's Job Market?